

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE
ud-r.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Villeurbanne, le 4 juillet 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 01/07/2025

Partie nominative

CSL

La Forêt de l'Aygues
69720 Saint-Laurent-de-Mure

Affaire suivie par : BREDIN Emma
Téléphone : 0426286631
Courriel : emma.bredin@developpement-durable.gouv.fr
Références : UDR-SSDAS-25-204-CR
Code AIOT : 0006101467

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 01/07/2025 de l'établissement CSL implanté La Forêt de l'Aygues 69720 Saint-Laurent-de-Mure. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

Emma BREDIN, SPRICAE, P4S, inspectrice de l'environnement

Rédacteur.rice	Vérificateur.rice n°1	Approbateur.rice
L'inspectrice de l'Environnement <i>Validé le : 03/07/2025 16:04</i>	Inspecteur de l'environnement <i>Validé le : 04/07/2025 08:23</i>	L'adjoint au chef de l'UD du Rhône <i>Validé le : 04/07/2025 11:10</i>
Validé	Validé	Validé
Emma BREDIN	Cédric RENAUD	Matthias FARGES

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

Christophe FEINT, Responsable Région Sud Foncier Environnement Lafarge Granulat

Fabien VERDIER, Responsable Foncier Environnement - secteur Lyon - Lafarge Granulat

Anthony GUILLIN, Responsable d'Exploitation- CSL

Olivier LYON, Directeur Général - CSL

Le courriel d'échange avec l'administration est : fabien.verdier@lafarge.com

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 01/07/2025 de l'établissement CSL La Forêt de l'Aygues 69720 Saint-Laurent-de-Mure, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE
ud-r.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Villeurbanne, le 4 juillet 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CSL

La Forêt de l'Aygues
69720 Saint-Laurent-de-Mure

Références : UDR-SSDAS-25-204-CR
Code AIOT : 0006101467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement CSL implanté La Forêt de l'Aygues 69720 Saint-Laurent-de-Mure.

Recolement:

L'exploitant a déposé un dossier de cessation d'activité le 8/01/2018 complété le 27/08/2024.

Cette inspection avait pour objectif de contrôler le respect des conditions de remise en état du site prescrite par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/06/2025 modifiant les conditions prévues par l'arrêté d'autorisation initial du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CSL
- La Forêt de l'Aygues 69720 Saint-Laurent-de-Mure
- Code AIOT : 0006101467 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société CSL a été autorisée par arrêté préfectoral du 12 juin 1990 à exploiter une carrière alluvionnaire pour une durée de 20 ans, située au lieu-dit « Forêt de l'Aigue » sur les communes de Saint-Laurent-de-Mure et de Saint-Pierre-de-Chandieu. L'extraction de matériaux a cessé en 2009. Le remblaiement s'est achevé au terme de l'autorisation préfectorale, soit le 12 juin 2010. Les parcelles en partie Est du site n'ont cependant pas été restituées à la cote du terrain naturel.

L'exploitant a sollicité une modification des conditions de la remise en état afin de régulariser la situation actuelle de la carrière; les conditions de remise en état ont été modifiées par arrêté préfectoral complémentaire en date du 30 juin 2025.

La partie remblayée partiellement, dont la remise en état n'a pas été achevée, pourra accueillir une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) afin de restituer les parcelles à la cote du terrain naturel.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	AP Complémentaire du 30/06/2025, article 2	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cessation d'activité a été réalisée conformément aux conditions prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/06/2025.

Ce rapport a valeur de procès-verbal de recolement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2025, article 2
Thème(s) : Situation administrative - Remise en état
Prescription contrôlée : ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2025-124, portant modification des conditions de remise en état de la carrière, située lieu-dit « La Forêt de l'Aigue » sur le territoire des communes de Saint-Laurent-de-Mûre et Saint-Pierre-de-Chandieu « 8.2 - En fin d'exploitation : La zone Ouest (ZP 159, ZP 160, ZP 161, ZP 185, ZP 186, AH 356, AH 355, AH 125, AH 354, AH 353), de 8,1 ha, est restituée au niveau du terrain naturel, intégrant une pente des terrains de l'ordre de 1 % pour éviter la stagnation des eaux. Un régalinge des terres de découverte, en deux horizons distincts ainsi qu'un engazonnement sont effectués. La zone Est (ZP 150, ZP 151, ZP 152, ZP 153, ZP 154, ZP 155 et ZP 156) est restituée à la cote maximale de 230 m NGF à la suite d'un remblaiement partiel. Un régalinge partiel est réalisé sur les parcelles ZP 155 et ZP 156. La poursuite d'activité de remblaiement s'effectue au titre d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) afin que les parcelles soient restituées à la cote du terrain naturel. »
Constats : Les travaux d'aménagement du site ont été réalisés conformément aux prescriptions. Les cotes NGF sont respectées (plan topographique présenté lors de l'inspection).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sans suite. La cessation d'activité a été réalisée conformément aux conditions prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire. La poursuite d'activité de remblaiement s'effectuera au titre d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) afin que les parcelles soient restituées à la cote du terrain naturel.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :